

"Ma religion me l'interdit" : comment l'école est polluée par le champ religieux

Professeur de philosophie et membre du Conseil supérieur de l'éducation, René Chiche raconte le climat particulier des salles de classe quand vient le temps d'aborder les attentats. Illustration avec un extrait de son livre "La désinstruction nationale".



Idriss Bigou-Gilles / Hans Lucas / Hans Lucas via AFP

Congédier l'esprit, qui se moque de tout, c'est faire le premier pas vers l'enfer. Les suivants sont de pure mécanique. Tant qu'elle en est le refuge et consacre tous ses efforts à prendre soin de l'esprit, l'école constitue le seul "centre de déradicalisation" efficace. Mais on ne cesse de la saccager, pendant que tous regardent ailleurs.

Par moment, la réalité nous contraint brutalement à sortir de notre confortable sommeil dogmatique, où l'on replonge hélas aussitôt. Ce fut le cas lorsque survinrent en 2015 des attentats qui secouèrent la France. On découvrit que leurs auteurs n'étaient point des illuminés de l'arrière-monde venus de l'étranger, mais des citoyens français, et que certains étaient même bacheliers. Ils avaient donc passé une quinzaine de leurs premières années, autrement dit la plus grande partie de leur vie, sur les bancs de l'école, sans avoir été vaccinés contre toutes les formes de la bêtise, notamment les plus meurtrières.

On s'aperçut également avec stupeur qu'il n'était pas possible de faire respecter une minute de silence dans certains établissements, comme au lendemain du massacre qui décima la rédaction de *Charlie Hebdo* où l'on eut du mal à dissimuler aux Français choqués par cette réalité que de nombreux élèves de l'école de la République tenaient ce massacre pour la juste punition d'un blasphème, quelques-uns allant jusqu'à s'en réjouir. Ici comme ailleurs, le voile épais du déni ne tarda pas à être jeté sur une réalité décidément trop dérangeante.

NAUFRAGE

Les choses sont pires qu'on ne croit. Ceux qui prennent prétexte de tels évènements pour désigner l'immigration comme la source de tous les maux commettent une grave erreur. Le problème n'est pas l'immigration et ne l'a jamais été. **Le problème est l'éducation.** C'est là où tout commence. C'est là où chacun est mis devant sa responsabilité et prend n'importe quel prétexte pour la fuir.

Je me souviens encore très bien de l'indignation que j'éprouvai en écoutant par hasard, dans les jours qui suivirent le 7 janvier 2015, un co-secrétaire national du syndicat majoritaire des enseignants du second degré qui s'exprimait en cette qualité à la radio. Supposé parler au nom de toute la profession, il ne trouva rien de mieux à répondre au journaliste qui le questionnait sur cette situation que

se plaindre et réclamer, toujours et encore, des moyens supplémentaires parce que, osa-t-il dire sans mesurer l'indécence d'un tel propos,

"les professeurs n'étaient pas assez formés pour faire face à ce genre de choses" !

Comment le représentant d'une profession intellectuelle peut-il proférer une telle sottise ? Comment un professeur dont c'est pourtant le métier en vient-il à croire qu'il n'est pas suffisamment formé pour faire face à des situations que seule une parole claire et instruite peut justement dénouer ? Faut-il avoir perdu toute notion de ce qu'est l'école et ne même plus savoir ce qu'on est censé y faire pendant qu'on enseigne ? C'est hélas fort probable, et la responsabilité du ministère de l'éducation nationale dans ce naufrage est là encore immense.

MANQUE DE RESPECT DE LA PART DE LA HIÉRARCHIE

Pour en donner un simple aperçu, il suffit de se souvenir de sa réaction au moment de ce drame où, prise de panique et sommée de réagir par la ministre d'un gouvernement lui-même tétanisé et cependant tenu de faire savoir qu'il était "entièrement mobilisé", la Direction générale de l'enseignement scolaire (DGESCO) annonçait dans la précipitation qu'elle réunissait des textes et autres "supports pédagogiques" qu'elle ferait bientôt distribuer aux professeurs, comme si ces derniers n'étaient pas capables de les trouver par eux-mêmes ! Comme s'ils n'avaient pas la culture le leur permettant !

On ne saurait mieux signifier le mépris dans lequel on tient désormais une profession qu'on s'est employé à détruire, y compris au moyen d'une si douteuse bienveillance. Il n'est pas étonnant que les professeurs ne soient plus respectés par les élèves, leur propre hiérarchie est la première à nier leur identité en les privant de toute autorité et en les traitant comme des agents d'exécution, ce qu'ils ne sont pas ni statutairement, ni réellement.

Pourquoi ne pas diffuser une chanson composée par Najat Vallaud-Belkacem pendant qu'on y était ?

Ce qui fonde l'autorité morale d'un professeur aussi bien que la dignité impliquée par ce titre, c'est qu'il possède une autorité intellectuelle. Et la manière la plus efficace de détruire son autorité morale consiste à lui dénier toute autorité intellectuelle ou à la lui ôter subtilement, ce que la posture de dame patronnesse prise par la DGESCO illustra avec une audace inouïe en livrant, quelques jours après l'attentat, par courrier électronique envoyé à tous les professeurs de France en guise d'aide à la réflexion, un texte écrit à la hâte et dégoulinant de mièvrerie issu du "Blog" de... Philippe Meirieu !

On aurait pu au moins donner des pages de Voltaire, des extraits de Victor Hugo, des lignes d'Emile Zola ou de n'importe quel auteur classique : c'eût été toujours mépriser les professeurs en les estimant incapables de se procurer par eux-mêmes de telles ressources, mais c'eût été les mépriser sans les insulter, et en leur faisant au moins l'honneur de leur fournir des matières dignes de leur rang ! Mais un texte de Philippe Meirieu... Pourquoi ne pas diffuser une chanson composée par Najat Vallaud-Belkacem pendant qu'on y était ?

Pour ceux qui l'ignorent, j'indique ici brièvement que Philippe Meirieu est l'un des promoteurs des "sciences de l'éducation" les plus connus, à qui le ministre Claude Allègre confia la mission de saccager le

¹ <https://www.marianne.net/societe/enseignement-de-larabe-lecole-najat-vallaud-belkacem-repond-aux-critiques>

lycée avant que d'autres, à sa suite, ne se chargent de finir le travail. Il s'agit de l'un de ceux, et non des moindres, qu'une journaliste qualifia récemment d'"assassins de l'école" en intitulant ainsi l'enquête qu'elle avait décidé d'écrire lorsqu'elle découvrit l'ampleur de la désinstructon par l'entremise de ce qu'en subissait sa propre fille. Je n'irai pas jusque-là.

Ce professeur, qui fit carrière en parlant de la classe au lieu de la faire, n'aurait eu strictement aucune influence dans l'école si la gauche de gouvernement n'en avait pas fait son maître à penser en ce domaine, et s'il n'avait été d'autre part adulé par la petite secte pédagogue qui a mis la main sur la formation des maîtres pour s'y reproduire.

Le qualifier d'"assassin de l'école" est exagéré, tout comme lui attribuer un rôle de premier plan dans le naufrage de celle-ci. Les divagations de quelques chercheurs en "sciences de l'éducation" n'ont en effet, en elles-mêmes, rien d'une cause efficiente. Elles seraient d'ailleurs restées sans conséquence si, d'une part, des ministres désinvoltes ne leur avaient pas donné une assise institutionnelle imméritée et si, surtout, elles n'avaient trouvé écho auprès d'une partie de la profession déjà affaiblie et en proie au doute. Tout sophiste, tout séducteur, tout charlatan trouve la plus grande partie de sa puissance dans les failles et les faiblesses que la victime de ses entreprises lui présente à son insu. Bien loin d'être une cause de la destruction de l'école, Philippe Meirieu n'en est donc en réalité qu'un symptôme, et des plus anecdotiques.

LES CHARLATANS DE L'ÉCOLE

Dans une école en bonne santé, des charlatans ne pourraient même pas rêver devenir les conseillers des ministres. Dans une école en bonne santé, il n'aurait pas non plus été nécessaire de donner aux professeurs, au lendemain du 7 janvier 2015, la moindre consigne pour qu'ils fassent ce qui allait de soi. Eut-on besoin d'exhorter les gens pour qu'ils sortent de leur logement et se mettent à se parler, ce qu'ils firent tous spontanément jusque dans le plus petit village et le moindre recoin de France, se souvenant à cette occasion qu'ils étaient un peuple ?

Dans une école en bonne santé, on n'aurait pas davantage eu l'idée saugrenue, pour ne pas dire blessante, d'aider les professeurs à faire face à la situation en leur fournissant du **prêt-à-penser**, du **prêt-à-édifier**, du **prêt-à-enseigner**.

Dans une école en bonne santé, c'est-à-dire une école où l'on se contente de recruter d'excellents professeurs qu'on laisse ensuite enseigner, sans avoir l'impudence de s'en mêler ni leur dire comment ils doivent s'y prendre, tous auraient spontanément suspendu leurs cours et consacré la journée, si ce n'est la semaine, à réfléchir avec leurs élèves à ce qui venait de se produire, chacun y investissant toute sa culture, tant il est rare d'assister de son vivant à un événement d'une telle portée. C'est d'ailleurs ce que firent de très nombreux professeurs, qui n'attachèrent fort heureusement aucune importance aux consignes venues d'en haut ni n'en attendirent le feu vert pour savoir ce qu'ils avaient à faire.

**"Comment ça, vous ne voulez pas faire la minute de silence ?
- Non, ma religion me l'interdit."**

Beaucoup le firent spontanément, mais pas tous. Le 7 janvier 2015 était un mercredi. J'appris la nouvelle dans l'heure qui suivit le massacre et l'immense tristesse mêlée d'une immense colère qui s'empara alors de moi ne me quitta ni du reste de la journée ni, à vrai dire, du reste de ma vie, mais ce n'est pas ici le lieu d'en parler. Je donnais cinq heures de cours le lendemain au lycée et je n'avais

qu'une crainte, c'est qu'en arrivant dans l'établissement, je découvre que tout se passe comme à l'ordinaire, c'est-à-dire comme s'il ne s'était rien passé. C'est pourquoi, juste avant de partir, j'imprimai à la hâte une affiche portant l'inscription "*Je suis Charlie*", que je glissai dans mon cartable qui ne contenait rien d'autre.

Arrivé devant le lycée, mon pressentiment commençait à se vérifier cruellement. Point de drapeau en berne, point de rassemblement spontané, point de conversation animée en salle des professeurs qui était d'ailleurs quasiment déserte quand j'y pénétrai, ceux qui faisaient cours ce jour-là, en moins grand nombre que les autres jours de la semaine, ayant apparemment déjà regagné leur salle à ce moment.

Lorsque je me fus trouvé devant la mienne, où m'attendaient des élèves de série technologique qui aimaient beaucoup la philosophie, j'affichai un air grave et ne leur adressai point la parole, contrairement à l'habitude où il m'arrive très souvent de commencer le cours dans le couloir à l'occasion de tel propos lâché par un élève ou de tel comportement dont je me saisis comme une occasion de penser et faire penser à ce qu'on dit ou fait en général sans y penser. Nous entrons dans la salle de classe où je ne les invite pas cette fois à s'asseoir, mais à rester debout et se recueillir en silence. Au bout d'une ou deux minutes, je prends alors la parole et entreprends de commenter ce qui vient d'arriver. Non seulement ce qui vient d'arriver à huit cents kilomètres d'ici, mais ce qui vient de se produire puisque les élèves prennent alors conscience qu'ils sont les seuls de l'établissement à s'être recueillis et à ne pas avoir débuté cette journée d'une façon ordinaire. Je sors ensuite l'affiche de mon cartable et la leur mets à disposition. Les élèves s'en saisissent et se précipitent vers le local de la photocopieuse, où ils en tirent une centaine d'exemplaires qu'ils vont ensuite afficher dans tous les couloirs du bâtiment ainsi que sur la porte de toutes les salles de classe, regagnant la nôtre avec fierté et en ayant le sentiment d'avoir accompli ce jour l'une des choses les plus importantes de leur vie de lycéen. Grâce à eux en effet, la suite de la journée dans ce petit lycée de province n'aura plus rien à voir avec ce qu'elle avait commencé d'être en cette matinée du 8 janvier 2015. Quelques mois après le massacre de Charlie survint celui du *Bataclan*².

MINUTE DE SILENCE

Cette fois, la *DGESCO* avait son stock de textes et tous ses éléments de langage prêts pour faire savoir aux journalistes que "*le ministère de l'éducation était entièrement mobilisé*". Cette fois, on avait pris l'initiative d'une minute de silence officielle dans tous les établissements, fixée au lundi suivant le jour du massacre, à dix heures. Cette fois, les chefs d'établissement, "*briefés*" par les recteurs, étaient sur le pied de guerre : l'heure de gloire était arrivée, on allait voir ce qu'on allait voir, il fallait à tout prix effacer le souvenir du calamiteux spectacle offert en janvier 2015.

Dès huit heures du matin, nous fûmes réunis par le chef d'établissement dans la salle de conférence du lycée. Celui-ci nous annonça d'un air grave que nous cesserions les cours à dix heures moins le quart, que nous ferions descendre nos élèves dans la cour, qu'il y prononcerait un discours, qu'on observerait ensuite une minute de silence avant d'entonner la Marseillaise. Il semblait un peu inquiet : peut-être avait-il en tête les difficultés auxquels certains de ses collègues de Marseille devaient faire face en ce jour, ou bien avait-il quelque bonne raison de penser que même dans son établissement plutôt "*favorisé*" à cet égard, des incidents puissent survenir et entacher le cérémonial, ou bien n'était-il pas sûr du discours qu'il devrait prononcer dans deux heures et qui fut en effet très médiocre.

² <https://www.marianne.net/societe/bataclan-des-rescapes-temoignent>

Toujours est-il que ce manque de naturel et de spontanéité était un signe de mauvais augure qui me sautait aux yeux. Il nous enjoignit également de consacrer l'heure qui précédait, et le cas échéant celle qui suivait, à parler de "ces choses" avec nos élèves. Il nous tendit à cet effet l'inévitable texte de Philippe Meirieu³ dont j'appris ultérieurement qu'il était l'un des adulateurs et dont je laissai ostentatoirement l'exemplaire qui m'était destiné sur la table tout en levant les yeux au ciel. Ce pénible "briefing" prit fin et je rejoignis mes élèves de terminale littéraire avec la hâte de celui qui va prendre enfin un bol d'air pur après avoir été contraint d'emplir ses poumons d'un air vicié pendant une heure.

CHANTER LA MARSEILLAISE

Le cours se déroule comme il doit se dérouler en pareilles circonstances, et comme se déroule en général un cours de philosophie, lequel puise sa matière première dans n'importe quel évènement et fait flèche de tout bois afin d'exercer la faculté de percevoir et de discerner qu'il a pour unique objet d'entraîner. J'annonce dès le début qu'il nous faudra quitter la salle un quart d'heure plus tôt et descendre dans la cour pour y observer une minute de silence et rendre hommage aux victimes de l'attentat, dont je ne cesse d'ici là de parler tout en commentant un propos d'Alain sur le fanatisme. Au moment où nous nous apprêtons à quitter la salle, une élève qui était toujours assise au fond, et ne semblait pas vouloir se mêler aux autres depuis le début de l'année, s'approche de moi et me dit, avec un mélange de gêne et de détermination qui lui donnait un air étrange, qu'elle est désolée mais ne fera pas la minute de silence, sollicitant auprès de moi la permission de rester dans la salle pendant ce temps.

*"Comment ça, vous ne voulez pas faire la minute de silence ?
Non, ma religion me l'interdit."*

Je ne laisse paraître alors aucune trace de la surprise et de l'irritation que j'éprouve en entendant cela, non que je sois choqué par ce propos mais plutôt parce que je ne devrais rien entendre de tel après l'heure de cours que nous venons d'avoir.

En cet instant, je ne puis me défendre de lire sur son visage et deviner au timbre de sa voix que se livre en elle une énergique bataille entre ce qu'elle a **compris** en m'écoutant et ce qu'elle continue à **croire** en vertu de son éducation. Mais je ne suis pas alors en situation d'y intervenir, puisque nous sommes censés nous trouver dans la cour dans cinq minutes et qu'il n'est pas question que je la laisse seule ni la dispense de son devoir. Je lui demande alors très sèchement de me montrer ses papiers et comme elle ne réagit pas, sans doute parce qu'elle trouve cette demande déplacée, j'insiste pour lui faire entendre que je sais parfaitement ce que je fais :

"Montrez-moi, Mademoiselle, votre carte d'identité" !

Elle me la tend, je m'en empare, la remets sous ses yeux, lui fais lire ce qui y est écrit et lui fais dire à voix haute qu'elle est citoyenne de la République française, puis la menace enfin de déchirer sa carte d'identité si elle ne m'accompagne pas sur-le-champ et sans discuter dans la cour pour observer une minute de silence, le tout très calmement et sans qu'elle puisse deviner que je n'aurais bien entendu jamais mis cette menace à exécution.

Bien que je doive aussi surveiller les autres élèves, je demande à celle-ci de rester à mes côtés pendant toute la durée du cérémonial et, tandis que le chef d'établissement prononce mal un mauvais discours qui n'émeut personne et ennuie visiblement tout le monde, nous échangeons à voix basse

³ <https://www.marianne.net/agora/humeurs/philippe-meirieu-pour-parler-ecole-distance-et-bientot-edouard-philippe-pour-un>

quelques mots au cours desquels j'apprends qu'elle est algérienne et que son père ou son grand-père, je ne sais plus, membre du FLN, a combattu la France pendant la guerre d'Algérie. Ceci pour me dire enfin qu'elle fera la minute de silence parce que je le lui ai demandé, mais qu'elle ne chantera pas la Marseillaise. J'y consens d'autant plus aisément que je n'avais pas non plus l'intention de le faire et suis même très peiné par la tournure artificielle et contrainte qu'est en train de prendre cet hommage, à mille lieues de celui qu'on imagine convenir. Il ressemble en effet de plus en plus à une corvée dont on s'acquitte en étant pressé d'en finir.

INSPIRATION SALAFISTE

Après avoir regagné la salle de classe et terminé ce que nous avons commencé à élaborer concernant la religion et ce qui la distingue de la superstition, l'élève en question revient vers moi à la fin du cours pour poursuivre notre conversation précédente. Lorsqu'elle m'avait dit que sa religion lui interdisait de participer à une minute de silence, j'avais d'abord feint de m'étonner :

"Comment cela, votre religion vous l'interdit?", avant de lui demander de sortir sa carte d'identité.

Elle m'avait dit alors que c'était écrit dans un "hadith", à quoi j'avais répondu à mon tour que je n'en croyais pas un mot et qu'elle avait dû mal lire ou mal comprendre ce qu'elle avait lu. Elle revint donc à la charge à la fin du cours et me proposa de me faire parvenir le texte en question le soir même, ce que j'acceptai en me montrant très intéressé d'en savoir davantage et lui promettant d'en reparler lors du prochain cours.

Elle m'envoya dans la soirée non pas un texte, ce à quoi je m'attendais, mais un lien vers un site internet d'inspiration salafiste basé à Lyon, ce à quoi je ne m'attendais guère. Plus exactement, elle m'avait donné le lien d'une page où il était question des hommages aux morts, et j'avais évidemment visité le reste du site pour en savoir plus. Surmontant un préjugé défavorable en raison du français très approximatif dans lequel était rédigé ce site internet, je lus le passage qui, dans l'esprit de cette jeune fille, lui interdisait de participer à une minute de silence. Il n'en était rien, et bien qu'il soit très mal écrit, sa signification était parfaitement claire.

LA JOIE DE COMPRENDRE

Il s'agissait en réalité d'un texte contenant, comme tous les textes religieux en général, un enseignement moral adapté à la langue, aux mœurs et aux imaginations des hommes pour lesquels il avait initialement été écrit. Un enseignement auquel on pourrait d'ailleurs parvenir également en se servant de sa seule raison. Il avait en l'occurrence pour unique objet d'interdire de distinguer les morts selon leur rang par quelque traitement privilégié que ce soit, notamment en rendant aux uns des hommages particuliers ou des honneurs dont les autres seraient privés, tout homme devant être traité également en la circonstance. Le lendemain, lorsque je retrouvai mon élève, je lui fis lire le texte en ma présence, le lui expliquai, et vis disparaître de son visage les dernières traces du conflit entre sa raison et ses croyances dont il était précédemment animé, ceux-ci laissant dorénavant place à l'expression qui accompagne la joie de comprendre.

Elle m'adressa dans les jours qui suivirent un petit mot dans lequel elle me remerciait de lui avoir rendu la philosophie intéressante alors que, étant redoublante, elle n'avait gardé de l'année précédente qu'un mauvais souvenir et avait abordé cette nouvelle année avec la crainte de s'y ennuyer à nouveau. En réalité, je ne lui avais pas rendu la philosophie intéressante, je lui avais seulement fait découvrir **la puissance de sa propre raison**, et la voie lui permettant d'unifier les parties de son identité qui se livraient bataille en elle. Elle finit par obtenir son baccalauréat mais je suis convaincu que cette réussite ne lui procura pas la même joie que celle qu'elle éprouva en ce jour de novembre 2015, et

que Spinoza nomme "*joie active*" pour la distinguer des "*joies passives*". La joie engendrée par la compréhension est l'affect qui indique que la puissance de l'esprit augmente.

Voilà en quel sens l'école est un "*centre de déradicalisation*", et à vrai dire le seul qui soit efficace.

Lorsqu'on ne prend pas les choses à la racine, il est trop tard.

Par René Chiche